Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 103° — Numero 233

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Sabato, 15 settembre 1962 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA – UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI – TEL. 650-139 650-841 652-361
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO – LIBRERIA DELLO STATO – PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA – CENTRALINO 8508

SOMMARIO

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Ricompensa al valor militare

Decreto presidenziale 30 marzo 1962
registrato alla Corte dei conti, addì 14 agosto 1962
registro n. 59 Esercito, foglio n. 381

E' conferita la seguente decorazione al valor militare:

MEDAGLIA D'ARGENTO

TRINCHIERI Riccardo di Romolo, da Roma, classe 1919, tenente f. (b) cpl. 62ª Cp. motociclisti (ora maggiore dei carabinieri in s.p.e. Legione territoriale carabinieri di Bolzano), in commutazione della medaglia di bronzo al valor militare, conferitagli con decreto presidenziale 20 novembre 1958, registrato alla Corte dei conti il 7 gennaio 1959, registro n. 1 Esercito, foglio n. 41 - Bollettino ufficiale 1959, dispensa 7ª, pagina 687. — Durante un ripiegamento, posto al comando di un autodrappello trasportante munizioni ed importante materiale, veniva accerchiato da nuclei nemici montati su camionette. Con azione pronta e decisa reagiva contro l'avversario e lo colpiva con intenso fuoco di armi automatiche e con lancio di bombe a mano, costringendolo a ripiegare. Successivamente, offertosi volontario per eliminare forti nuclei di ribelli asserragliatisi in un fortino, riusciva, con abile manovra di aggiramento, a penetrare con pochi uomini, nonostante l'intenso fuoco nemico, nel fortino stesso ed a catturarne gli occupanti. In seguito, preposto al comando di un importante caposaldo, riusciva, per oltre dieci giorni, a mantenere la posizione, rifiutando più volte proposte di resa. Rimasto senza munizioni, nottetempo si apriva un varco con i pochi superstiti e si ricongiungeva ai nostri reparti. — A. S. (Libia-Tunisia), novembre 1942-15 marzo 1943.

(5165)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 12 agosto 1962, n. 1348.

Ratifica ed esecuzione del Protocollo addizionale n. 2, firmato a Parigi il 27 giugno 1958, che apporta emendamenti all'Accordo monetario europeo del 5 agosto 1955.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il Protocollo addizionale n. 2, firmato a Parigi il 27 giugno 1958, che apporta emendamenti all'Accordo monetario europeo del 5 agosto 1955.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo indicato nell'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data ad Abano Terme, addì 12 agosto 1962

SEGNI

FANFANI — PICCIONI — LA MALFA — TREMELLONI — TRABUCCHI — PRETI

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO

Protocollo addizionale n. 2 che apporta emendamenti all'Accordo monetario europeo del 5 agosto 1955 (Parigi, 27 giugno 1958).

PROTOCOLE ADDITIONNEL N° 2 PORTANT AMENDEMENT A L'ACCORD MONÉTAIRE EUROPÉEN DU 5 AOÛT 1955

Les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, de la République Française, du Royaume de Grèce, de l'Irlande, de la République d'Islande, de la République Italienne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, de la République Portugaise, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Royaume de Suède, de la Confédération Suisse et de la République Turque;

Signataires de l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements, signé le 19 septembre 1950, et du Protocole d'Application Provisoire dudit Accord, signé le même jour, lequel dispose dans son paragraphe 1 que ledit Accord est appliqué à titre provisoire comme s'il avait produit ses effets à compter du 1er juillet 1950;

Signataires des Protocoles Additionnels Nos 2 à 9 portant amendement audit Accord et signés respectivement le 4 août 1951, le 11 juillet 1952, le 30 juin 1953, le 30 juin 1954, le 29 juin 1955, le 5 août 1955, le 29 juin 1956 et le 28 juin 1957;

Considérant, en particulier, l'article 36 dudit Accord et le paragraphe 12-*bis* de l'Annexe *B* à cet Accord;

Signataires également de l'Accord Monétaire Européen, signé le 5 août 1955 et du Protocole d'Application Provisoire de cet Accord, signé le même jour, lequel dispose dans son paragraphe 1 que les Parties au Protocole appliqueront cet Accord à titre provisoire à compter de la terminaison de l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements, dans les conditions prévues au paragraphe *c* de l'article 36 de ce dernier Accord, sous réserve que les conditions prévues au sous-paragraphe *a* dudit paragraphe 1 soient remplies;

Considérant, en particulier, les articles 3, 4 et 5 de l'Accord Monétaire Européen;

Etant convenus d'apporter certains amendements au paragraphe 12-*bis* de l'Annexe *B* à l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements et aux articles 3, 4 et 5 de l'Accord Monétaire Européen;

Considérant la décision en date du 27 juin 1958, par laquelle le Conseil de l'Organisation Européenne de Coopération Economique a approuvé les textes du Pro-

tocole Additionnel N° 10 portant amendement à l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements et du présent Protocole Additionnel;

Signataires du Protocole Additionnel N° 10 portant amendement à l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements, signé le 27 juin 1958;

Désirant donner effet aux dispositions dudit Protocole Additionnel à compter de la terminaison de l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements;

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

L'article 3 de l'Accord Monétaire Européen est modifié comme suit:

« Article 3. — *Capital du Fonds*

Le Capital du Fonds se compose:

a) 1) d'un montant de 113.037.000 unités de compte, au sens de l'article 24;

2) d'un montant équivalant à 123.538.000 dollars des Etats-Unis se composant:

A) d'un montant supplémentaire d'unités de compte équivalant au montant total de dollars des Etats-Unis qui aurait pu être mis à la disposition de l'Union par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique depuis le 5 août 1955 (appelé ci-dessous le « montant supplémentaire »), et

B) du solde, en dollars des Etats-Unis, du montant souscrit par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique;

3) de créances sur la Norvège et la Turquie, de 10.000.000 et de 25.000.000 d'unités de compte respectivement;

transférés de l'Union Européenne de Paiements au Fonds, conformément aux dispositions du paragraphe 12-*bis* de l'Annexe *B* à l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements;

b) de contributions des Parties Contractantes s'élevant au total à 328.425.000 unités de compte; les montants desdites contributions sont indiqués au Tableau *A* ci-dessous;

TABLEAU *A*

Parties contractantes	Montant des contributions (en unités de compte)
Allemagne	42.000.000
Autriche	5.000.000
U. E. B. L.	30.000.000
Danemark	15.000.000
France	42.000.000
Grèce	2.850.000
Islande	1.000.000
Italie	15.000.000
Norvège	15.000.000
Pays-Bas	30.000.000
Portugal	5.000.000
Royaume-Uni	86.575.000
Suède	15.000.000
Suisse	21.000.000
Turquie	3.000.000
Total	328.425.000

Article 2

a) Le paragraphe *a*) de l'article 4 de l'Accord Monétaire Européen est modifié comme suit:

« Article 4. — *Versement du capital*

a) Le montant de 113.037.000 unités de compte visé à l'article précédent, et le montant supplémentaire, sont transférés au Fonds, en or, en dollars des Etats-Unis ou en monnaies convertibles de pays autres que les Parties Contractantes à l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements, dès l'entrée en vigueur du présent Accord ».

b) Le paragraphe *c*) de l'article 4 de l'Accord Monétaire Européen est modifié comme suit:

« *c*) Le montant supplémentaire et le solde du montant souscrit par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, visé au paragraphe *a*) 2, de l'article précédent, est mis à la disposition du Fonds, conformément aux décisions de l'Organisation, dans la mesure nécessaire pour maintenir les avoirs liquides du Fonds au niveau requis pour lui permettre de faire face à tout moment à ses obligations, à condition toutefois que:

1) les Parties Contractantes aient payé au Fonds au titre de leurs contributions un montant total de 148.037.000 unités de compte;

2) au moment où toute fraction du montant supplémentaire ou dudit solde est mise à la disposition du Fonds, les Parties Contractantes versent au titre de leurs contributions un montant équivalent;

3) le montant supplémentaire soit mis à la disposition du Fonds avant ledit solde ou fraction de ce solde ».

Article 3

Le paragraphe *d*) de l'article 5 de l'Accord Monétaire Européen est modifié comme suit:

« *d*) Les montants bloqués en vertu du paragraphe précédent ne peuvent être utilisés aux fins du présent Accord avant sa terminaison. Toutefois, si les Parties Contractantes sont de nouveau appelées à faire des paiements au titre de leurs contributions, ces montants doivent être mis à nouveau à la disposition du Fonds à concurrence d'un montant équivalent à celui des paiements effectués. Tant que les montants bloqués n'ont pas été en totalité mis à nouveau à la disposition du Fonds, aucune fraction nouvelle du montant supplémentaire ou du solde du montant souscrit par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui sont visés à l'alinéa *a*) 2 de l'article 3, ne pourra être mise à la disposition du Fonds ».

Article 4

1. Les articles 1 à 3 du présent Protocole Additionnel font partie intégrante de l'Accord Monétaire Européen.

2. Le présent Protocole Additionnel sera ratifié. Il entrera en vigueur lors de l'entrée en vigueur de l'Accord Monétaire Européen, ou, si le présent Protocole Additionnel n'est pas ratifié par tous les signataires à cette date, dès le dépôt des instruments de ratification par tous les signataires.

3. Le présent Protocole Additionnel demeurera en vigueur jusqu'à la terminaison de l'Accord Monétaire Européen; les dispositions des articles 30, 31, 32 et 33 de cet Accord s'appliquent au présent Protocole Additionnel dans les mêmes conditions qu'à cet Accord.

Article 5

Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 4, les Parties au présent Protocole Additionnel appliqueront ses dispositions avec effet à partir de la terminaison de l'Accord sur l'Etablissement d'une Union Européenne de Paiements.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés, dûment habilités, ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole Additionnel.

Fait à Paris, le vingt-sept juin mil neuf cent cinquante-huit, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation Européenne de Coopération Economique, qui en communiquera une copie certifiée conforme à tous les Signataires du présent Protocole Additionnel.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:
KARL WERKMEISTER

Pour la République d'Autriche:
DR. CARL M. BOBLETER

Pour le Royaume de Belgique:
R. OCKRENT

Pour le Royaume de Danemark:
E. BARTELS

Pour la République Française:
FRANÇOIS VALERY

Pour le Royaume de Grèce:
THEODORE CHRISTIDIS

Etant donné que l'Irlande fait partie de la zone sterling, les dispositions du présent Protocole Additionnel n'exigent de sa part aucune mesure spéciale et le présent Protocole Additionnel est signé au nom de l'Irlande sous cette réserve de sa part aucune mesure spéciale et le présent Protocole Additionnel ne modifiera en rien les arrangements existants qui régissent les paiements entre elle et les autres Parties Contractantes.

Pour l'Irlande:
WILLIAM P. FAY

Pour la République d'Islande:
H. G. ANDERSEN

Pour la République Italienne:
G. COSMELLI

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:
N. HOMMEL

Pour le Royaume de Norvège:
JENS BOYESEN

Pour le Royaume des Pays-Bas:
J. STRENGERS

Pour la République Portugaise:
J. CALVET DE MAGALHÃES

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
HUGH ELLIS-REES

Pour le Royaume de Suède:
INGEMAR HÄGGLÖF

Pour la Confédération Suisse:
AGOSTINO SOLDATI

Pour la République Turque:
MEHMET ALI TINEY

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
PICCIONI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 16 maggio 1962, n. 1349.

Classificazione del territorio della Valle Cavallina in provincia di Bergamo fra i comprensori di bonifica montana.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la proposta dell'Amministrazione provinciale di Bergamo in data 30 giugno 1960 per la classifica quale comprensorio di bonifica montana del territorio della Valle Cavallina in provincia di Bergamo;

Vista la corografia su scala 1:100.000 nella quale è indicato il perimetro della zona da classificare;

Sentito il Consiglio superiore dell'agricoltura e delle foreste;

Viste le lettere n. 1036 in data 26 febbraio 1962 del Ministero dei lavori pubblici e n. 120035 in data 17 aprile 1962 del Ministero del tesoro;

Visti l'art. 14 della legge 25 luglio 1952, n. 991 e l'art. 32 del decreto del Presidente della Repubblica 16 novembre 1952, n. 1979;

Ritenuto che sussistano le condizioni per procedere alla richiesta classifica;

Sulla proposta del Ministro per l'agricoltura e per le foreste, di concerto con i Ministri per i lavori pubblici e per il tesoro;

Decreta:

Articolo unico.

Il territorio della Valle Cavallina in provincia di Bergamo esteso per ha. 8.103 delimitato secondo la linea segnata in tinta verde nella citata corografia su scala 1:100.000 che, vistata dal Ministro proponente, forma parte integrante del presente decreto, è classificato ai sensi e per gli effetti della legge 25 luglio 1952, n. 991, fra i comprensori di bonifica montana.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 16 maggio 1962

SEGNI

SULLO — TREMELLONI — RUMOR

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 8 settembre 1962
Atti del Governo, registro n. 158, foglio n. 91. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 27 luglio 1962, n. 1350.

Norme di attuazione dello Statuto speciale per la Regione Trentino-Alto Adige per il trasferimento dallo Stato alla Regione dei giacimenti minerari esistenti nelle provincie di Trento e di Bolzano.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Visti gli articoli 58 e 95 della legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 5;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri di concerto con i Ministri per le finanze, per l'industria e commercio, per l'interno, per il tesoro e per il bilancio;

Decreta:

Art. 1.

Le miniere, le cave, e le torbiere sottratte alla disponibilità del proprietario del suolo, descritte nell'elenco unito al presente decreto, sono trasferite dal patrimonio indisponibile dello Stato a quello della Regione Trentino-Alto Adige nello stato di fatto e di diritto in cui si trovano, con tutti gli oneri e pesi inerenti, le servitù attive e passive sia apparenti che non apparenti, dalla data di consegna di cui al successivo art. 3.

Art. 2.

Su istanza del Presidente della Giunta regionale, vistata dal Commissario del Governo, il primo presidente della Corte d'appello di Trento autorizzerà, con proprio decreto, i competenti uffici ad intavolare il diritto di proprietà a favore della Regione sulle miniere, cave e torbiere oggetto del trasferimento. Le operazioni relative all'intavolazione saranno esenti dal pagamento di qualsiasi tributo.

Art. 3.

Entro un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto si procederà alla formale consegna dei beni di cui all'art. 1, mediante appositi verbali da redigersi dagli Uffici tecnici erariali di Trento e di Bolzano, rispettivamente per le miniere comprese nel territorio delle due Provincie, con l'intervento dei delegati delle Intendenze di finanza di Trento e di Bolzano e della Regione.

Esemplari dei verbali di cui sopra dovranno essere rimessi, sottoscritti da tutti gli intervenuti, al Ministero delle finanze - Direzione generale del demanio - alla Giunta regionale, alle Intendenze di finanza di Trento e di Bolzano. Altra copia sarà trattenuta dai predetti Uffici tecnici erariali.

Successivamente le Intendenze di finanza di Trento e di Bolzano provvederanno a rimettere al Presidente della Giunta regionale i documenti relativi ai beni trasferiti.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 27 luglio 1962

SEGNI

FANFANI — TRABUCCHI — COLOMBO — TAVIANI — TREMELLONI — LA MALFA

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 8 *settembre* 1962
Atti del Governo, registro n. 158, *foglio n.* 93. — VILLA

Elenco delle miniere, cave e torbiere di pertinenza del patrimonio indisponibile dello Stato esistenti nelle provincie di Trento e Bolzano, da trasferirsi al patrimonio indisponibile della Regione Trentino-Alto Adige, ai sensi dell'art. 58, primo comma, della legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 5, contenente lo Statuto speciale per il Trentino-Alto Adige.

PROVINCIA DI TRENTO

a) *concessioni assentite dal Ministero dell'industria e commercio, in esercizio alla data di entrata in vigore della legge regionale* 18 *gennaio* 1954, *n.* 3.

Numero d'ordine	Comune	Denominazione della miniera	Minerale	Data del decreto di concessione	Superficie ettari
1	Condino	Fratell	Baritina	8-10-1929 in perpetuo	7.00.00
2	Storo	Marigole	Baritina	10-10-1929 in perpetuo	10.00.00
3	Storo	Plaz	Baritina	10-10-1929 in perpetuo	39.00.00
4	Storo	Val Cornera	Baritina	10-10-1929 in perpetuo	43.00.00
5	Condino	Boldrino	Baritina	8-10-1929 in perpetuo	138.00.00
6	Storo	Pice	Baritina	16-10-1929 in perpetuo	129.00.00
7	Peio	Fontanino di Cellentino	Acqua minerale	17- 6-1930 in perpetuo	5.19.01
8	Peio	Fontanino di Peio	Acqua minerale	17- 6-1930 in perpetuo	2.25.84
9	Peio	Antica Fonte di Peio	Acqua minerale	17- 6-1930 in perpetuo	16.00.00
10	Lomaso	Terme di Comano	Acqua minerale	5- 9-1930 in perpetuo	6.82.69
11	Pergine	Viarago	Rame-Piombo	18-11-1930 in perpetuo	18.04.65
12	Taio Tres	Cirò	Ittiolo	29-10-1930 in perpetuo	36.09.27.95
13	Rabbi	La Rotonda	Acqua minerale	10- 2-1931 in perpetuo	1.16.00
14	Livo	Fratazze	Acqua minerale	27- 2-1931 in perpetuo	0.50.19
15	Rabbi	Fonte Antica di Rabbi	Acqua minerale	21- 3-1931 anni 90	143.00.00
16	Storo	Dosprè	Baritina	2- 1-1931 in perpetuo	4.38.98

Numero d'ordine	Comune	Denominazione della miniera	Minerale	Data del decreto di concessione	Superficie ettari
17	Vigolo Vattaro	Andreolle	Pirite ferro	20- 7-1931 in perpetuo	36.09.30
18	Caldonazzo, Vigolo Vattaro, Pergine	Calceranica	Pirite ferro	28- 4-1931 anni 30	352.00.00
19	S. Orsola	Bagni di S. Orsola	Acqua minerale	3-10-1932 anni 99	36.27.34
20	Livo	Sorgente Trozi	Acqua minerale	17- 5-1933 in perpetuo	3.97.85
21	Ziano	Cavelonte	Acqua minerale	3- 1-1934 anni 90	15.75.00
22	Cavalese, Tesero	Prestavei	Fluorina	20- 3-1935 anni 50	116.87.50
23	Mezzocorona	Sottomonte	Dolomite	26- 5-1944 anni 20	53.00.00
24	Molina di Ledro	Barcesino	Dolomite	22-10-1948 anni 20	2.67.71
25	Peio	S. Lucia	Ferro	10-12-1942 anni 20	492.00.00
26	Roncegno	Cinquevalli	Piombo, argento, zinco, rame, fluorina	18- 9-1931 anni 30	13.53.49
27	Taio, Tres	Mollaro	Scisti bituminosi ittiolici	31- 5-1949 anni 30	103.00.00
28	Trento	Agli Orti	Baritina	6- 6-1951 anni 20	212.00.00
29	Pinzolo	Giustino	Feldspato	25- 6-1951 anni 20	81.00.00

b) *concessioni assentite dal Ministero dell'industria e commercio, cessate per scadenza o rinuncia prima della entrata in vigore della legge regionale* 18 *gennaio* 1954, *n.* 3

Numero d'ordine	Comune	Denominazione della miniera	Minerale	Data del decreto di concessione	Superficie ettari
30	Predazzo	Bedovina	Rame	12-10-1929	18.04.64
31	Fornace, Nogarè, Baselga Piné	Quadrate	Piombo	27- 3-1930	146.00.00
32	Predazzo	Monte Latemar	Ferro	19- 7-1934	199.00.00

c) *concessioni assentite prima dell'entrata in vigore della legge regionale* 18 *gennaio* 1954, *n.* 3.

Numero d'ordine	Comune	Denominazione della miniera	Minerale	Data del decreto di concessione	Superficie ettari
33	Caderzone	Acqua Forte S. Antonio	Acqua minerale	10- 4-1953 anni 30	19.00.00
34	Fierozzo, Frassilongo	Fierozzo	Fluorina e solfuri associati	10- 4-1953 anni 10	330.00.00
35	Storo	Tonolo	Baritina	4- 5-1953 anni 20	75.00.00
36	Pergine Valsugana	Vignola	Fluorina, piombo e zinco	4- 7-1953 anni 15	79.00.00
37	Storo	Malga Dosprè di Sotto	Barite	16- 7-1953 anni 15	40.00.00
38	Roncegno	Erteli	Fluorina	31- 8-1953 anni 10	21.00.00

PROVINCIA DI BOLZANO

a) *concessioni assentite dal Ministero dell'industria e commercio, in esercizio alla data di entrata in vigore della legge regionale* 18 *gennaio* 1954, *n.* 3.

Numero d'ordine	Comune	Denominazione della miniera	Minerale	Data del decreto di concessione	Superficie ettari
39	Terlano	Terlano	Piombo, zinco	13- 5-1930 in perpetuo	54.13.95
40	Sarentino	Corvara	Piombo, zinco, fluorina	6-11-1930 in perpetuo	18.04.64.60
41	Colle Isarco	Terme di Brennero	Sorg. term. minerale	26- 7-1931 in perpetuo	4.00.60
42	Scena	Verdines	Acqua minerale	13- 4-1931 anni 30	2.30.16
43	Sarentino	Corvara II	Fluorina, piombo, zinco	3-10-1932 anni 50	28.00.00
44	Valdaora	Bagno Pervalle	Acqua solfurea	26- 7-1934 anni 50	7.00.00
45	Chiusa	Bagno Scanema	Acqua minerale	3- 7-1935 anni 50	4.00.00
46	Barbiano	Bagno Tre Chiese	Acqua minerale	20- 9-1935 anni 30	0.97.04
47	Valdaora	Bagno Salomone	Acqua minerale	26- 9-1935 anni 60	3.72.29
48	Braies	Bagni di Braies	Acqua minerale	8- 2-1937 anni 50	19.08.40
49	Sarentino	Bagni di Ronco	Acqua minerale	5- 5-1936 anni 40	4.41.33
50	Campo Trens	Bagni di Medres	Acqua minerale	23- 2-1937 anni 50	8.36.07
51	Ultimo	Bagni di Mezzo	Acqua zinco ferro	16- 5-1938 anni 30	30.00.00
52	Sesto Pusteria	Bagni di Moso	Acqua minerale	22- 5-1939 anni 50	10.00.00
53	Val di Vizze	Montegrande	Talco	2-12-1942 anni 20	15.00.00

Numero d'ordine	Comune	Denominazione della miniera	Minerale	Data del decreto di concessione	Superficie ettari
54	Scena	Rio Masul	Berillo, feldspato, mica	13- 3-1944 anni 25	730.00.00
55	Lana, Ultimo Parcines	S. Vigilio	Acque radioattive .	19- 4-1946 anni 50	576.56.00
56	Chiusa .	Bagni di Froi	Acque radioattive .	24- 3-1936 anni 50	11.08.56
57	Vipiteno e Racines	Casateia	Talco . . .	10-10-1946 anni 20	385.00.00
58	Villandro Chiusa .	Miniera patrimoniale di Montefondoli scheda rosa n. 1 e 2 (mod. 202)	—	—	—
59	Racines, Brennero, Moso	Miniera patrimoniale di Monteneve scheda rosa n. 3 e 4 5-6 (mod. 202)	—	—	—

b) *concessioni assentite dal Ministero dell'industria e commercio, cessate per scadenza o rinuncia prima della entrata in vigore della legge regionale* 18 *gennaio* 1954, *n.* 3.

Numero d'ordine	Comune	Denominazione della miniera	Minerale	Data del decreto di concessione	Superficie ettari
60	Campo Trens .	Val d'Ega .	Piombo, zinco .	30- 5-1930 in perpetuo	18.04.64
61	Bolzano .	S. Maurizio. . . .	Acque minerali .	17- 5-1933 anni 50	1.32.45
62	Nova Levante, Nova Ponente, Predazzo	Monte Latemar	Ferro . .	19- 7-1934 anni 10	199.00.00
63	Castelrotto .	Bagni di Razzes . . .	Acque minerali .	1- 6-1936 anni 60	53.74.77
64	Valle Aurina .	Sorgente Predoi . . .	Rame .	16-11-1936 anni 5	61.85.36
65	Marebbe .	Bagni di Cortina .	Acque minerali .	8- 8-1949 anni 60	38.00.00
66	Renon e Sarentino	Rio Danza .	Antimonio .	21- 7-1940 anni 20	353.44.00

c) *concessioni assentite prima dell'entrata in vigore della legge regionale* 18 *gennaio* 1954, *n.* 3.

Numero d'ordine	Comune	Denominazione della miniera	Minerale	Data del decreto di concessione	Superficie ettari
67	Bolzano .	S. Maurizio. .	Acqua minerale	21- 9-1953 anni 30	1.39.05

RELAZIONE e DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 24 agosto 1962, n. 1351.

Prelevamento di L. 2.400.000.000 dal fondo di riserva per le spese impreviste, per l'esercizio finanziario 1962-1963.

Relazione del Ministro Segretario di Stato per il tesoro al Presidente della Repubblica sul decreto che autorizza il prelevamento di lire 2.400.000.000 *dal fondo di riserva per le spese impreviste per l'esercizio finanziario* 1962-1963.

Signor Presidente;

il decreto che si sottopone alla firma della S.V. On.le concerne il prelevamento di lire 2.400.000.000 dal fondo di riserva per le spese impreviste, inscritto nello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1962-63, onde sopperire alle seguenti inderogabili esigenze delle sottoindicate Amministrazioni:

Ministero dell'interno:

Assistenza in natura da effettuare con distribuzione di materiale vario agli assistibili bisognosi (cap. n. 167)	L.	100.000.000
Assegnazione straordinaria per l'integrazione dei bilanci comunali di assistenza (capitolo n. 170)	»	300.000.000

Ministero dei lavori pubblici:

Spese per l'apprestamento dei materiali e per le necessità più urgenti in caso di pubbliche calamità (cap. n. 145) (assegnazioni indispensabili connesse con i recenti movimenti tellurici)	»	2.000.000.000
	L.	2.400.000.000

Alle integrazioni predette, ricorrendo le condizioni di cui all'art. 136 del vigente regolamento di contabilità generale dello Stato, approvato con regio decreto 23 maggio 1924, n. 827, si provvede mediante prelevamento dall'indicato fondo di riserva in base alla facoltà di cui all'art. 42 del regio decreto 18 novembre 1923, n. 2440, sull'Amministrazione del patrimonio e sulla contabilità generale dello Stato.

Il Ministro per il tesoro: TREMELLONI

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 42 del regio decreto 18 novembre 1923, n. 2440, sull'amministrazione del patrimonio e sulla contabilità generale dello Stato;

Visto l'art. 87, quarto e quinto comma, della Costituzione della Repubblica;

Vista la legge 29 giugno 1962, n. 568;

Considerato che sul fondo di riserva per le spese impreviste, inscritto nello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1962-63, esiste la necessaria disponibilità;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per il tesoro;

Decreta:

Dal fondo di riserva per le spese impreviste, inscritto al capitolo n. 398 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1962-63, è autorizzato il prelevamento di lire 2.400.000.000 che si inscrivono ai sottoindicati capitoli dei seguenti stati di previsione per il medesimo esercizio finanziario:

Ministero dell'interno:

Capitolo n. 167. — Assistenza in natura da effettuare con distribuzione di materiale vario agli assistibili bisognosi, ecc.	L.	100.000.000
Capitolo n. 170. — Assegnazione straordinaria per l'integrazione dei bilanci degli enti comunali di assistenza, ecc.	»	300.000.000

Ministero dei lavori pubblici:

Capitolo n. 145. — Spese per l'apprestamento dei materiali e per le necessità più urgenti in caso di pubbliche calamità, ecc.	»	2.000.000.000
	L.	2.400.000.000

Questo decreto sarà presentato al Parlamento per la sua convalidazione.

Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Sassari, addì 24 agosto 1962

SEGNI

FANFANI — TREMELLONI

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 *settembre* 1962
Atti del Governo, registro n. 158, *foglio n.* 102. — VILLA

DECRETO MINISTERIALE 11 giugno 1962.

Approvazione del nuovo statuto dell'Istituto Mobiliare Italiano (I.M.I.), ente di diritto pubblico, con sede in Roma.

IL MINISTRO PER IL TESORO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LE FINANZE
IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA E COMMERCIO
E
IL MINISTRO PER LA MARINA MERCANTILE

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375 e le successive modificazioni, nonchè il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visti il regio decreto-legge 13 novembre 1931, n. 1398, convertito con modificazioni nella legge 15 dicembre 1932, n. 1581; il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 376, convertito nella legge 18 gennaio 1937, n. 169; la legge 21 maggio 1940, n. 657; il decreto legislativo luogotenenziale 4 gennaio 1945, n. 1; il regio decreto legislativo 2 giugno 1946, n. 491; la legge 8 aprile 1954, n. 102 e la legge 9 gennaio 1962, n. 1;

Vista la deliberazione dell'assemblea ordinaria e straordinaria dei partecipanti all'Istituto Mobiliare Italiano in data 4 maggio 1962;

Visto il parere favorevole espresso dal Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio nelle riunioni del 20 marzo e 16 maggio 1962;

Decreta:

E' approvato il nuovo statuto dell'Istituto Mobiliare Italiano, ente di diritto pubblico con sede in Roma, quale risulta dal testo allegato composto di trentanove articoli.

Il presente decreto e l'allegato statuto saranno pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 11 giugno 1962

Il Ministro per il tesoro
TREMELLONI

Il Ministro per le finanze
TRABUCCHI

Il Ministro per l'industria e commercio
COLOMBO

Il Ministro per la marina mercantile
MACRELLI

Statuto dell'Istituto Mobiliare Italiano (I.M.I.) Ente di diritto pubblico

TITOLO I

Costituzione, denominazione, sede, capitale e scopo

Art. 1.

L'Istituto Mobiliare Italiano (I.M.I.), costituito con regio decreto-legge 13 novembre 1931, n. 1398, convertito con modificazioni nella legge 15 dicembre 1932, n. 1581 (modificata con successive disposizioni legislative) è un ente di diritto pubblico con personalità giuridica propria e gestione autonoma.

Esso ha sede legale in Roma, e può istituire sedi, succursali ed uffici sia in Italia che all'estero.

Art. 2.

Il capitale è di L. 50.000.000.000, diviso in 250.000 quote di L. 200.000 ciascuna, rappresentate da titoli nominativi, unitari o multipli.

I decimi non ancora versati sulle quote sono richiamati con le modalità e nei termini che sono fissati dal Consiglio di amministrazione, in una o più volte, con preavviso non inferiore ad un mese. I versamenti relativi sono annotati sui singoli titoli. In caso di ritardo dei versamenti stessi, decorre a favore dell'I.M.I. un interesse corrispondente al tasso ufficiale di sconto aumentato dell'uno per cento, con il minimo del cinque per cento.

Ciascun partecipante risponde soltanto per le quote di capitale sottoscritte, e si costituisce responsabile del versamento delle stesse nei termini suddetti.

Art. 3.

Il capitale può essere aumentato per deliberazione della assemblea dei partecipanti, e con la preventiva approvazione prescritta dell'art. 44 del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni.

Il richiamo dei decimi sulle quote di nuova sottoscrizione può effettuarsi dal Consiglio di amministrazione in una o più volte con le modalità e termini da esso fissati, ai sensi del precedente art. 2.

L'ammissione di nuovi partecipanti in sede di effettuazione degli aumenti di capitale deve essere autorizzata dall'assemblea, ovvero, per delega dell'assemblea stessa, dal Consiglio di amministrazione.

Art. 4.

I titoli rappresentativi delle quote di capitale devono essere firmati da due membri del Consiglio di amministrazione espressamente delegati, segnati col timbro a secco dell'I.M.I. ed emessi al nome dei singoli partecipanti.

Il trasferimento delle quote di capitale può essere effettuato soltanto in seguito ad autorizzazione dal Consiglio di amministrazione, e non ha efficacia se non è annotato nel registro dei partecipanti e sui singoli titoli rappresentativi.

Art. 5.

L'I.M.I. ha lo scopo di concorrere allo sviluppo ed al potenziamento della economia italiana mediante l'effettuazione di operazioni creditizie e finanziarie in genere.

TITOLO II
Operazioni attive

Art. 6.

Per l'attuazione del suo scopo l'I.M.I. può:

a) concedere finanziamenti mediante mutui ed altre operazioni di credito;

b) assumere partecipazioni sia azionarie che in altre forme;

c) assumere gestioni fiduciarie;

d) acquistare e vendere beni, anche immobili, in sede di realizzazione dei propri crediti o per uso dei propri uffici o per impiego di una aliquota non maggiore del 50 % degli utili passati a riserva;

e) prestare fidejussioni, avalli e garanzie in genere a favore di terzi;

f) acquistare e vendere, anche per conto di terzi, titoli, crediti ed altri valori pubblici e privati, ed effettuare anticipazioni e riporti attivi, nonchè negoziare e scontare effetti cambiari;

g) espletare mandati relativi ad operazioni creditizie e finanziarie anche per conto di enti esteri o sovranazionali;

h) compiere ogni altra operazione finanziaria attiva consentita dalle leggi disciplinanti l'attività dell'I.M.I. o da altre leggi generali o speciali, o autorizzata dall'Organo di vigilanza, e comunque utile al miglior raggiungimento del suo scopo.

Le operazioni suddette possono essere compiute sia in Italia che all'estero, anche in valute estere.

I finanziamenti, sotto qualsiasi forma, non possono avere durata superiore a venti anni. L'Organo di vigilanza può autorizzare deroghe a tale limite.

I finanziamenti, e le altre operazioni creditizie, ivi comprese quelle di cui alle precedenti lettere *e*) ed *h*), debbono, salva specifica deliberazione degli Organi competenti dell'I.M.I., essere assistiti da garanzie reali, mobiliari o immobiliari, ivi comprese quelle di cui all'art. 2 della legge 16 settembre 1960, n. 1016, ed eventualmente da garanzie personali.

Le dette garanzie possono essere integrate, ridotte o modificate mediante atti aggiuntivi.

Ai sensi dell'art. 3 del regio decreto legislativo 2 giugno 1946, n. 491, le operazioni di credito navale che l'Istituto è autorizzato a compiere in forza delle vigenti disposizioni, possono essere effettuate e gestite anche separatamente da una apposita Sezione autonoma, denominata « Credito Navale » Sezione autonoma dell'Istituto Mobiliare Italiano.

TITOLO III
Provvista dei fondi

Art. 7.

Per l'attuazione del suo scopo l'I.M.I. può:

a) emettere obbligazioni portanti interesse annuo, con o senza particolari garanzie o premi;

b) emettere obbligazioni fruttifere di un interesse annuo e di partecipazione ai dividendi di speciali gruppi di valori azionari da esso posseduti;

c) emettere speciali serie di obbligazioni in relazione a determinate operazioni o gruppi di operazioni;

d) emettere titoli rappresentativi di diritti su speciali gruppi di valori pubblici e privati di proprietà fiduciaria dell'I.M.I.;

e) emettere buoni fruttiferi con le modalità e condizioni da approvarsi dall'Organo di vigilanza;

f) contrarre prestiti in Italia ed all'estero, anche in valute estere, ed effettuare ogni altra operazione finanziaria passiva consentita dalle leggi disciplinanti l'attività dell'I.M.I. o da altre leggi generali o speciali, o autorizzata dall'Organo di vigilanza, e comunque utile al miglior raggiungimento del suo scopo, sempre con esclusione della raccolta fra il pubblico di depositi a risparmio ed in conto corrente.

Le emissioni delle obbligazioni debbono essere preventivamente approvate a norma dell'art. 44 del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni.

Le obbligazioni non possono avere durata superiore a venti anni.

L'Organo di vigilanza può autorizzare eventuali deroghe a tale limite.

Le obbligazioni, i titoli ed i buoni fruttiferi possono essere emessi anche in valute estere con l'osservanza delle leggi vigenti.

Le eventuali particolari garanzie o premi afferenti a speciali serie di obbligazioni debbono essere specificate nei prospetti relativi a ciascuna emissione.

L'ammontare complessivo delle obbligazioni emesse, insieme ad ogni altro impegno dell'I.M.I. (ivi compresi quelli dipendenti dalle emissioni di buoni fruttiferi nonchè dalle fidejussioni, dagli avalli e dalle altre garanzie, in lire o in valute estere, prestate dall'I.M.I. stesso), non può superare il vigintuplo del capitale sottoscritto e delle riserve.

Agli effetti del computo di tale vigintuplo, dall'importo delle obbligazioni e di ogni altro impegno dell'I.M.I., si detrae il residuo importo dei finanziamenti concessi dall'I.M.I. assistiti dalla garanzia dello Stato.

Art. 8.

Le obbligazioni di cui alle lettere *a*) e *c*) dell'art. 7 sono emesse per l'attuazione delle operazioni di cui alle lettere *a*), *b*), *c*), *f*), *h*) dell'art. 6, e la loro circolazione alla fine di ciascun esercizio non può eccedere l'importo delle operazioni stesse.

Le obbligazioni di cui alla lettera *b*) dell'art. 7 sono emesse in relazione a speciali gruppi di valori azionari di proprietà dell'I.M.I.

I titoli di cui alla lettera *d*) dell'art. 7 sono emessi in relazione a speciali gruppi di valori pubblici e privati, gestiti fiduciariamente dall'I.M.I. in nome proprio, ma per conto e nell'interesse dei portatori dei titoli stessi.

Le norme per le speciali gestioni di titoli ed obbligazioni di cui alle lettere *b*) e *d*) dell'art. 7 debbono essere approvate, su proposta del Consiglio di amministrazione, dal Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio.

Art. 9.

Tanto i titoli di cui alla lettera *d*) dell'art. 7, quanto le obbligazioni, possono essere emessi in certificati unitari o multipli, al portatore o nominativi, e questi anche con cedole al portatore. E' ammesso, a domanda e spese degli interessati, il tramutamento dei titoli dal portatore al nome, e viceversa.

I titoli di cui alla lettera *d*) dell'art. 7 dovranno essere nominativi qualora in tutte o in parte siano relativi a gestioni fiduciarie di valori che per legge debbano essere nominativi.

Le obbligazioni emesse dall'I.M.I. sono assimilate, ad ogni effetto, alle cartelle degli Istituti autorizzati alle operazioni di credito fondiario, sono ammesse di diritto alle quotazioni di borsa, sono comprese fra i titoli sui quali l'Istituto di emissione è autorizzato ad effettuare operazioni di anticipazione, e possono essere accettate dalle pubbliche Amministrazioni quale deposito cauzionale.

Gli enti di qualsiasi natura esercenti il credito e le assicurazioni, nonchè gli enti morali, sono autorizzati ad investire le proprie disponibilità in obbligazioni dell'I.M.I., anche in deroga a disposizioni di legge, di regolamenti o degli statuti generali o speciali.

Anche le Casse di risparmio e i Monti di pegno di prima categoria sono autorizzati ad effettuare operazioni di riporto e di anticipazione sulle obbligazioni emesse dall'I.M.I.

Art. 10.

I titoli e le obbligazioni di cui all'art. 7 devono portare la firma autografa od in fac-simile di due membri del Consiglio di amministrazione espressamente delegati, ovvero di un consigliere di amministrazione espressamente delegato e del direttore generale o di un vice direttore generale dell'I.M.I., e debbono essere segnati con il timbro a secco dell'I.M.I.

Art. 11.

Il rimborso delle obbligazioni in circolazione si effettua mediante estinzione di tante obbligazioni quante corrispondono ai piani di ammortamento compilati in base alle norme stabilite dal Consiglio di amministrazione.

Le operazioni di estrazione delle obbligazioni sono effettuate pubblicamente. Ad esse debbono assistere un notaio ed almeno un componente del Collegio sindacale, nonchè un delegato dell'Organo di vigilanza.

L'I.M.I. ha la facoltà di acquistare le obbligazioni da esso emesse, o alla pari o sotto la pari, e di rivenderle.

TITOLO IV
Organi

Art. 12.

Gli Organi dell'I.M.I. sono:

a) l'assemblea dei partecipanti;
b) il presidente o chi ne fa le veci;
c) il Consiglio di amministrazione;
d) il Comitato esecutivo;
e) il Collegio dei sindaci.

Art. 13.

L'assemblea dei partecipanti è convocata almeno una volta all'anno, nel primo quadrimestre successivo alla chiusura dell'esercizio, per approvare il bilancio e la ripartizione degli utili e — se occorra — per eleggere i consiglieri di amministrazione ed i sindaci la cui nomina è riservata ai partecipanti.

Inoltre l'assemblea dei partecipanti è convocata ogni qualvolta il presidente od il Consiglio di amministrazione lo ritengano opportuno o quando sia richiesto da tanti partecipanti che rappresentino almeno un terzo del capitale.

Art. 14.

La convocazione dell'assemblea dei partecipanti è effettuata dal presidente almeno quindici giorni prima di quello fissato per l'adunanza, mediante avviso inserito nella *Gazzetta Ufficiale* e lettera raccomandata ai partecipanti, contenente l'indicazione dell'ordine del giorno e la data, l'ora ed il luogo dell'adunanza.

Nell'avviso predetto può essere fissato anche il giorno e l'ora per la eventuale seconda adunanza, per l'ipotesi che alla prima non siano rappresentati tanti partecipanti e tante quote di capitale quanti sono indicati nel successivo art. 17.

Nell'assemblea di seconda convocazione possono essere prese deliberazioni soltanto sugli oggetti segnati all'ordine del giorno della prima.

Le adunanze dell'assemblea dei partecipanti possono essere tenute anche in luoghi diversi da quello della sede legale.

Art. 15.

Hanno diritto di intervenire all'assemblea i partecipanti soltanto per le quote possedute almeno un mese prima della data di riunione dell'assemblea medesima, secondo le risultanze del registro dei partecipanti.

Ogni partecipante può farsi rappresentare da uno o da due delegati, ma in tale secondo caso deve essere espressamente designato quegli che ha il diritto di voto.

Spetta al presidente dell'assemblea dei partecipanti constatare la regolarità delle deleghe ed in genere il diritto di intervento e di voto.

Art. 16.

L'assemblea dei partecipanti è presieduta dal presidente, o da chi ne fa le veci, o, in mancanza, dal più anziano di età fra i consiglieri di amministrazione presenti.

Funziona da segretario dell'assemblea dei partecipanti il segretario del Consiglio, salva diversa disposizione del presidente dell'assemblea stessa.

Quando debbano seguire votazioni per scheda segreta, il presidente dell'assemblea dei paretcipanti sceglie due scrutatori fra coloro che partecipano all'assemblea medesima.

Art. 17.

L'assemblea dei partecipanti è validamente costituita in adunanza di prima convocazione quando siano intervenuti almeno metà dei partecipanti, che rappresentino non meno dei due terzi del capitale.

In adunanza di seconda convocazione, l'assemblea dei partecipanti è validamente costituita qualunque sia l'aliquota del capitale ed il numero dei partecipanti intervenuti.

L'assemblea legalmente convocata e validamente costituita rappresenta tutti i partecipanti, e le sue deliberazioni, prese in conformità alle leggi che regolano l'I.M.I. ed al presente statuto, obbligano tutti i partecipanti, compresi gli assenti ed i dissenzienti.

Art. 18.

Sono valide le deliberazioni dell'assemblea dei partecipanti che ottengano la maggioranza assoluta dei voti, esclusi gli astenuti. Per l'aumento del capitale e per la modificazione dello statuto è però necessario il voto favorevole di più della metà del capitale.

I partecipanti hanno diritto ad un voto per ogni quota di capitale posseduta. Per le nomine alle cariche sociali ciascun partecipante ha però un massimo di mille voti.

Gli amministratori non possono votare nelle deliberazioni riguardanti la loro responsabilità.

I partecipanti non possono votare ogni qualvolta abbiano interesse contrastante o contrapposto a quello dell'I.M.I. Ogni questione che sorga al riguardo, è risolta dal presidente della assemblea dei partecipanti.

Art. 19.

Le deliberazioni dell'assemblea dei partecipanti sono fatte constare, in apposito registro, da processo verbale che è firmato dal presidente e dal segretario dell'assemblea medesima.

Dei verbali stessi il segretario del Consiglio di amministrazione può rilasciare copie ed estratti che, muniti del visto del presidente, fanno prova in giudizio, nonchè di fronte a qualsiasi autorità giudiziaria ed amministrativa e di fronte ai terzi.

Le deliberazioni dell'assemblea ed i bilanci da essa approvati sono pubblicati in sunto nella *Gazzetta Ufficiale*.

Art. 20.

Il presidente è nominato con decreto del Capo dello Stato, su proposta del Ministro per il tesoro, sentito il Consiglio dei Ministri.

Art. 21.

Spetta al presidente (od a chi ne fa le veci)

a) la legale rappresentanza dell'I.M.I. di fronte a qualsiasi autorità giudiziaria ed amministrativa, e di fronte ai terzi;

b) la convocazione e la presidenza dell'assemblea dei partecipanti;

c) la convocazione e la presidenza del Consiglio di amministrazione;

d) la convocazione e la presidenza del Comitato esecutivo e del Comitato speciale di cui al seguente art. 29;

e) di ordinare i provvedimenti e le spese per il funzionamento dell'I.M.I.;

f) di consentire le cancellazioni, le postergazioni, le riduzioni, le restrizioni, gli annotamenti, i subingressi, le rinunzie ed in genere qualsiasi operazione ipotecaria o pignoratizia, senza alcuna limitazione di fronte ai conservatori dei registri immobiliari e degli altri pubblici registri, ai cancellieri dei tribunali ed ai terzi, senza obbligo di giustificare la preventiva autorizzazione del Consiglio di amministrazione, del Comitato esecutivo, e del Comitato speciale di cui all'art. 29, salve restando le facoltà deliberative attribuite a tali Organi;

g) di provvedere circa le azioni da promuovere e da sostenere in giudizio, in qualsiasi sede e grado di giurisdizione, nonchè di promuovere provvedimenti di natura conservativa o coattiva, ivi compresa la vendita, anche a mezzo di agenti di cambio; dei valori mobiliari avuti in garanzia, così come in ogni altro atto in ordine alle garanzie conferite;

h) di compiere qualsiasi operazione presso il Debito pubblico, presso la Cassa depositi e prestiti e presso ogni altro ufficio pubblico e privato;

i) di conferire procure e deleghe a terzi, anche estranei all'Istituto, per il compimento di atti rientranti nelle sue attribuzioni in base alle norme di legge e di statuto, od a deliberazioni del Consiglio di amministrazione, del Comitato esecutivo e del Comitato speciale di cui al seguente art. 29, ed in specie anche di conferire mandati generali o speciali alle liti, ad esigere ed a quietanzare.

Il presidente può sospendere, sino a convocazione e deliberazione del Consiglio di amministrazione, le deliberazioni dei Comitati.

In caso di assenza o di impedimento, il presidente è sostituito, con identiche facoltà, da un consigliere all'uopo designato dal Consiglio di amministrazione.

Art. 22.

Il Consiglio di amministrazione è composto di diciannove membri, e cioè del presidente, di sette consiglieri nominati dal Ministro per il tesoro e di undici consiglieri eletti dalla assemblea dei partecipanti.

La elezione è effettuata dall'assemblea stessa, a scheda segreta ove richiesto anche da un solo partecipante, sempre con la limitazione di voti di cui all'art. 18.

I consiglieri nominati dal Ministro per il tesoro ed i consiglieri eletti dall'assemblea dei partecipanti durano in carica tre esercizi, e possono essere confermati. Essi continuano a rimanere in carica fino alla approvazione del bilancio relativo all'esercizio nel corso del quale scade il termine predetto, e successivamente fino a quando entrano in carica i loro successori.

Art. 23.

In caso di morte o di dimissioni di uno, o più, dei membri nominati dai partecipanti, il Consiglio di amministrazione può provvedere a sostituire i consiglieri mancanti, fino alla prossima riunione dell'assemblea dei partecipanti.

I consiglieri di amministrazione così nominati restano in carica per il periodo di tempo che ancora deve decorrere sulla durata della carica di coloro che hanno sostituito, ferma la loro rieleggibilità.

Art. 24.

Il Consiglio di amministrazione è convocato dal presidente (anche in località diversa da quella della sede legale) mediante lettera contenente la indicazione sommaria degli argomenti che debbono essere trattati, da spedire almeno cinque giorni prima al domicilio di ciascun consigliere di amministrazione e di ciascun sindaco effettivo.

In caso di urgenza, la convocazione può essere effettuata con telegramma spedito ventiquattro ore prima.

Per la validità delle adunanze del Consiglio di amministrazione occorre l'intervento della maggioranza dei membri in carica.

Le deliberazioni sono prese a maggioranza assoluta di voti, esclusi gli astenuti, in caso di parità, prevale il voto di chi presiede.

I membri del Consiglio debbono astenersi ogni qualvolta abbiano o rappresentino interesse contrastante o contrapposto a quello dell'I.M.I. Ogni questione che sorge al riguardo è risolta dal presidente.

Le deliberazioni sono fatte constare, su apposito registro, da processo verbale che è firmato dal presidente e dal segretario nominato dal Consiglio di amministrazione su designazione del presidente.

Dei verbali stessi il segretario del Consiglio di amministrazione può rilasciare copie ed estratti che, muniti del visto del presidente, fanno prova in giudizio, nonchè di fronte a qualsiasi autorità giudiziaria ed amministrativa o di fronte ai terzi.

Art. 25.

Il Consiglio di amministrazione è investito dei più ampi poteri per la gestione ordinaria e straordinaria, e più segnatamente sono ad esso conferite tutte le facoltà per l'attuazione ed il raggiungimento degli scopi dell'Istituto.

Il Consiglio in particolare delibera:

a) il richiamo dei decimi del capitale sottoscritto e non versato, nonchè la autorizzazione al trasferimento di quote di capitale;

b) le norme per le gestioni fiduciarie e per le gestioni di speciali gruppi di valori;

c) le norme per la emissione dei titoli di cui alla lettera *d*) dell'art. 7 e per la emissione delle obbligazioni;

d) le operazioni attive e passive di ogni categoria demandate all'I.M.I.;

e) la istituzione di sedi, succursali ed uffici, anche all'estero;

f) il progetto di bilancio e le proposte per la ripartizione degli utili, nonchè ogni altra proposta da sottoporre alla assemblea dei partecipanti;

g) la nomina del consigliere che in caso di assenza o di impedimento sostituisce il presidente;

h) la nomina dei membri del Comitato esecutivo e le indennità che loro competono;

i) la nomina dei membri del Comitato speciale per l'esame delle operazioni a favore delle imprese esercenti l'industria delle costruzioni marittime e la navigazione, di cui al seguente art. 29, e le indennità che loro competono;

l) la delega di determinate attribuzioni e poteri al presidente, al Comitato esecutivo, al Comitato speciale di cui al seguente art. 29, o ad uno o più membri dello stesso Consiglio, ed il conferimento di mandati ed incarichi anche a persone estranee al Consiglio medesimo, nonchè la costituzione di Comitati consultivi;

m) in genere tutto quanto per legge, e per statuto, non sia riservato alla competenza di altri Organi, ovvero sia stato ad esso delegato dall'assemblea in conformità con il presente statuto.

Art. 26.

I membri del Consiglio di amministrazione non contraggono a causa delle loro funzioni alcuna obbligazione personale. Essi debbono adempiere i loro doveri con la diligenza del mandatario.

L'assemblea dei partecipanti stabilisce le indennità del Consiglio di amministrazione.

Art. 27.

Il Comitato esecutivo è composto dal presidente e da quattro consiglieri nominati dal Consiglio di amministrazione.

Il Comitato esecutivo è convocato dal presidente, anche in località diversa da quella della sede legale, con lettera spedita a ciascun membro almeno tre giorni prima. In caso di urgenza la convocazione può essere effettuata con telegramma spedito ventiquattro ore prima.

Sono applicabili al Comitato esecutivo le norme di cui agli ultimi cinque commi dell'art. 24.

Funge da segretario del Comitato esecutivo il segretario del Consiglio di amministrazione, salvo le diverse determinazioni del Comitato esecutivo stesso.

Alle riunioni del Comitato esecutivo, su invito del presidente, possono assistere membri dei Comitati consultivi.

Art. 28.

Il Comitato esecutivo provvede alla ordinaria gestione in base alle leggi, al presente statuto, ed alle norme fissate dal Consiglio di amministrazione.

Spetta in ispecie al Comitato:

a) di presentare le proposte sugli oggetti di competenza del Consiglio di amministrazione;

b) di deliberare su quanto ad esso delegato dal Consiglio di amministrazione;

c) di nominare e revocare i dirigenti ed i funzionari e stabilirne attribuzioni ed emolumenti;

d) di provvedere agli investimenti temporanei anche sotto forma di riporti o di anticipazioni;

e) di deliberare sulle transazioni e sulle compromissioni in arbitri anche amichevoli compositori.

Art. 29.

Il Comitato speciale per l'esame delle operazioni a favore delle imprese esercenti l'industria delle costruzioni marittime e la navigazione è composto dal presidente e da cinque consiglieri di amministrazione.

Il Comitato speciale è convocato dal presidente, anche in località diversa da quella della sede legale, con lettera spedita a ciascun membro almeno tre giorni prima.

In caso di urgenza la convocazione può essere effettuata con telegramma spedito ventiquattro ore prima.

Sono applicabili al Comitato speciale le norme di cui agli ultimi cinque commi del precedente art. 24.

Funge da segretario del detto Comitato il segretario del Consiglio di amministrazione, salve le diverse determinazioni del Comitato speciale stesso.

Art. 30.

La firma, per tutti gli atti, spetta senza alcuna limitazione al presidente, o, in sua sostituzione, al consigliere di cui all'ultimo comma dell'art. 21.

Per gli atti di esecuzione delle determinazioni degli Organi deliberativi e del presidente dell'Istituto e per tutti gli atti di ordinaria amministrazione la firma spetta al direttore generale o ad un vice direttore generale, salve le maggiori facoltà che siano loro conferite dal Comitato esecutivo.

Il Comitato esecutivo, su proposta del presidente, può conferire deleghe speciali per determinati atti, o categorie di atti, ed attribuire la facoltà di firma a dirigenti ed a funzionari dell'Istituto, determinandone i poteri.

Il direttore generale sovraintende agli uffici della Direzione generale e delle dipendenze, sia in Italia che all'estero, ed assiste alle riunioni del Consiglio di amministrazione e dei Comitati, riferendo sulle pratiche sottoposte agli Organi stessi.

Art. 31.

Il Collegio dei sindaci esercita le funzioni di cui al successivo art. 32.

I sindaci sono cinque effettivi e tre supplenti, dei quali tre effettivi e due supplenti nominati dal Ministro per il tesoro, due effettivi ed uno supplente nominati dall'assemblea dei partecipanti.

L'assemblea dei partecipanti sceglie il presidente del Collegio sindacale.

I sindaci effettivi e supplenti durano in carica per tre esercizi e possono essere rieletti.

Art. 32.

I sindaci esercitano il controllo sulla gestione contabile, amministrativa e finanziaria e sulla ottemperanza alle disposizioni di legge e di statuto.

I sindaci attestano la veridicità dei bilanci, nonchè la corrispondenza fra i capitali impiegati a norma dell'art. 8 e le obbligazioni in circolazione e la osservanza del limite di cui al penultimo comma dell'art. 7.

I sindaci effettivi debbono essere invitati alle riunioni del Consiglio di amministrazione e dell'assemblea dei partecipanti.

Il presidente dell'I.M.I. ha facoltà di invitare il presidente del Collegio sindacale ad assistere anche alle sedute dei Comitati.

TITOLO V

Bilancio, utili e riserve

Art. 33.

Gli esercizi decorrono dal 1° aprile al 31 marzo dell'anno successivo.

Entro il primo trimestre di ciascun esercizio il Consiglio di amministrazione delibera sul progetto di bilancio dell'esercizio precedente.

Il bilancio è corredato dal conto profitti e perdite e da una relazione esplicativa.

Il bilancio è sottoposto all'esame dei sindaci, che debbono provvedervi, stendendo apposita relazione nel termine di quindici giorni. Esso è depositato, con la relazione dei sindaci, presso la sede legale almeno otto giorni prima della data di riunione dell'assemblea dei partecipanti.

Art. 34.

Gli utili sono destinati come segue:

1) è prelevato il venti per cento a favore della riserva;

2) è distribuito ai partecipanti, sul capitale rispettivamente versato, un interesse del cinque per cento;

3) il residuo, salva l'eventuale rivalsa a favore dello Stato contemplata dal quinto comma della legge 15 dicembre 1932, n. 1581, è devoluto per il settantacinque per cento alla riserva, mentre il rimanente venticinque per cento può essere distribuito pro-rata ai partecipanti o diversamente erogato secondo le deliberazioni dell'assemblea dei partecipanti.

Lo Stato garantisce ai partecipanti l'assegnazione di cui al n. 2, con le norme previste dall'art. 11 del regio decreto-legge 13 novembre 1931, n. 1398, convertito in legge 15 dicembre 1932, n. 1581.

Art. 35.

Le plusvalenze realizzate nella rivendita dei titoli e quelle dipendenti da variazioni del valore dei titoli di proprietà dell'I.M.I., esclusi quelli costituiti in gestioni fiduciarie, concorrono a costituire un Fondo oscillazione valori titoli. Dal Fondo stesso possono essere prelevate le eventuali perdite verificatesi nella rivendita di titoli e quelle dipendenti da variazioni del valore dei titoli di proprietà dell'I.M.I.

TITOLO VI

Vigilanza governativa

Art. 36.

L'I.M.I. è sottoposto a vigilanza ai sensi del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive disposizioni modificative ed integrative.

TITOLO VII

Liquidazione

Art. 37.

Nel caso che dal bilancio annuale risulti la perdita della metà almeno del capitale, il Consiglio di amministrazione deve convocare l'assemblea dei partecipanti per deliberare o la reintegrazione del capitale, o la cessazione dell'attività.

Art. 38.

Qualora l'assemblea dei partecipanti deliberi, nelle condizioni di cui all'articolo precedente, la cessazione della attività, è riservato ad apposito provvedimento di Governo di stabilire l'eventuale liquidazione e le modalità relative.

TITOLO VIII

Disposizioni generali

Art. 39.

Il Servizio di cassa è affidato alla Banca d'Italia, secondo le norme concordate tra i due Enti.

L'I.M.I. ha altresì la facoltà di avvalersi, per la esplicazione della propria attività, degli uffici della Banca d'Italia, secondo le norme concordate tra i due Enti.

(5177)

DECRETO MINISTERIALE 8 agosto 1962.

Nomina del presidente della Cassa per la circolazione monetaria della Somalia, in liquidazione.

IL MINISTRO PER IL TESORO
ED
IL MINISTRO PER GLI AFFARI ESTERI

Vista la legge 30 giugno 1954, n. 677, con la quale, tra l'altro, la Cassa per la circolazione monetaria della Somalia è stata eretta in Ente di diritto pubblico;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 5 marzo 1955, n. 371, con il quale è stato approvato lo statuto della Cassa medesima e le successive modificazioni;

Vista la legge 9 marzo 1961, n. 157, che reca, tra l'altro, norme per la liquidazione della predetta Cassa;

Visto il decreto ministeriale in data 16 novembre 1961, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 310 del 15 dicembre 1961, in base al quale la suaccennata Cassa è messa in liquidazione ed il suo presidente viene preposto alla liquidazione stessa, sotto il controllo dei revisori dei conti;

Visto il decreto in data 9 novembre 1959, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 284 del 25 novembre 1959, con il quale venne nominato presidente della Cassa il dott. Attilio Sanfilippo;

Considerato che il medesimo è stato collocato a riposo a decorrere dal 1° agosto 1962 e che, pertanto, occorre provvedere alla di lui sostituzione;

Ritenuta l'opportunità di nominare presidente del predetto Istituto in liquidazione il dott. Francesco Casalengo;

Decretano:

A decorrere dall'8 agosto 1962 il dott. Francesco Casalengo è nominato presidente della Cassa per la circolazione monetaria della Somalia in liquidazione, in sostituzione del dott. Attilio Sanfilippo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 8 agosto 1962

Il Ministro per il tesoro
TREMELLONI

Il Ministro per gli affari esteri
PICCIONI

(5279)

DECRETO MINISTERIALE 30 agosto 1962.

Autorizzazione alla S.p.A. Magazzini la Petrolifera Italo Rumena di Porto Corsini ad istituire ed esercitare in Ravenna - Porto Corsini, un Magazzino generale per il deposito di merci nazionali, nazionalizzate ed estere

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visti il regio decreto-legge 1° luglio 1926, n. 2290, sull'ordinamento dei Magazzini generali, convertito in legge con la legge 9 giugno 1927, n. 1158, il relativo regolamento di esecuzione, approvato con il regio decreto 16 gennaio 1927, n. 126, e le loro successive modificazioni;

Vista l'istanza in data 29 settembre 1961, e la relativa documentazione, con cui la S.p.A Magazzini La Petrolifera Italo Rumena di Porto Corsini, con sede in Torino, via Mancini n. 8, ha chiesto di essere autorizzata ad istituire ed esercitare in Ravenna, Porto Corsini, via sinistra Canale n. 2, un Magazzino generale per il deposito di merci nazionali, nazionalizzate ed estere;

Visto il parere favorevole all'accoglimento della predetta istanza espresso dalla Camera di commercio, industria e agricoltura di Ravenna con la deliberazione n. 521, dell'8 novembre 1961, confermato con la lettera n. 601 di protocollo del 5 febbraio 1962;

Viste le relazioni dell'ufficio del Genio civile di Ravenna in data 10 ottobre 1961 e 27 gennaio 1962 attestanti l'idoneità dei locali destinati a costituire il Magazzino generale;

Considerato che la S.p.A. Magazzini La Petrolifera Italo Rumena di Porto Corsini ha rinunciato all'istituzione presso il Magazzino generale, di apposito ufficio doganale ed ha accettato di assumere a proprio carico le spese relative al servizio doganale e di vigilanza;

Decreta:

Art. 1.

La S.p.A. Magazzini la Petrolifera Italo Rumena di Porto Corsini, con sede in Torino, via Mancini n. 8, è autorizzata ad istituire ed esercitare in Ravenna, Porto Corsini, via sinistra Canale n. 2 un Magazzino generale per il deposito di merci nazionali, nazionalizzate ed estere, nei locali contrassegnati coi nn. 5, 7, 12 nelle planimetrie e nella relazione tecnica dell'ufficio del Genio civile di Ravenna in data 10 ottobre 1961, allegate all'istanza di cui alle premesse.

Art. 2.

Nella gestione del suddetto Magazzino generale la S.p.A. La Petrolifera Italo Rumena di Porto Corsini dovrà applicare le norme regolamentari e le condizioni di tariffa approvate dalla Camera di commercio, industria e agricoltura di Ravenna, con la deliberazione n. 521 dell'8 novembre 1961.

L'ammontare della cauzione che la Società suindicata dovrà prestare per l'esercizio del Magazzino generale è determinato in L. 2.000.000 (due milioni) salvo successive determinazioni.

L'amministrazione del Magazzino generale dovrà essere tenuta presso la sede di questo in Ravenna, Porto Corsini.

Art. 3.

La Camera di commercio, industria e agricoltura di Ravenna è incaricata dell'esecuzione del presente decreto che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 30 agosto 1962

Il Ministro per l'industria e per il commercio
COLOMBO

p. *Il Ministro per le finanze*
MICHELI

(5246)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione provinciale di L'Aquila ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1961.

Con decreto ministeriale in data 4 agosto 1962, registrato alla Corte dei conti il 24 agosto 1962, registro n. 23 Interno, foglio n. 116, l'Amministrazione provinciale di L'Aquila viene autorizzata ad assumere un mutuo suppletivo di L. 10.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(5259)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Scioglimento della Società cooperativa di produzione e lavoro « S. Rocco », con sede in Avezzano (L'Aquila)

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 1° settembre 1962, la Società cooperativa di produzione e lavoro « S. Rocco », con sede in Avezzano (L'Aquila), costituita per rogito Stornelli il 29 aprile 1958, rep. 9496, è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, con nomina del liquidatore nella persona del rag. Domenico Marianella.

(5220)

Sostituzione del commissario liquidatore della Società cooperativa agricola « Risorgimento grigio verde », con sede in Manciano (Grosseto).

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 27 agosto 1962, il rag. Angelo Gianni è stato nominato commissario liquidatore della Società cooperativa agricola « Risorgimento grigio verde », con sede in Manciano (Grosseto), in sostituzione del sig. Bruno Costoloni, dimissionario.

(5121)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Autorizzazione all'Università di Napoli ad accettare una donazione

Con decreto del Prefetto di Napoli in data 14 luglio 1962, l'Università di Napoli è stata autorizzata ad accettare dal dott. Ugo Caccioppoli la donazione della biblioteca del compianto prof. Renato Caccioppoli del valore di L. 842.730 (lire ottocentoquarantaduemilasettecentotrenta).

(5223)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 172

Corso dei cambi del 14 settembre 1962 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	620,60	620,61	620,60	620,605	620,60	—	620,61	620,65	620,66	620,60
$ Can.	576,10	576,05	576 —	576,15	574,80	—	576,10	576,10	576,10	576 —
Fr. Sv.	143,60	143,62	143,63	143,60	143,60	—	143,605	143,65	143,60	143,60
Kr. D.	89,65	89,64	89,68	89,655	89,70	—	89,635	89,70	89,65	89,65
Kr. N.	86,80	86,79	86,84	86,80	86,73	—	86,785	86,80	86,80	86,78
Kr. Sv.	120,48	120,48	120,47	120,48	120,45	—	120,475	120,50	120,48	120,45
Fol.	172,12	172,13	172,15	172,18	172,10	—	172,17	172,15	172,12	172,10
Fr. B.	12,47	12,473	12,476	12,475	12,465	—	12,475	12,48	12,47	12,475
Fr Fr. (N.F.)	126,66	126,65	126,68	126,6575	126,65	—	126,6525	126,65	126,66	126,65
Lst.	1738,30	1738,50	1738,35	1738,50	1738,375	—	1738,50	1738,20	1738,30	1738,50
Dm. occ.	155,13	155,17	155,20	155,18	155,15	—	155,175	155,15	155,13	155,17
Scell. Austr.	24,05	24,05	24,05	24,05125	24,045	—	24,054	24,05	24,05	24,055
Escudo Port.	21,69	21,69	21,70	21,69	21,70	—	21,68	21,70	21,69	21,65

Media dei titoli del 14 settembre 1962

Rendita 5 % 1935	105,425
Redimibile 3,50 % 1934	97,20
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	89,275
Id. 5 % (Ricostruzione)	98,40
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	96,95
Id. 5 % (Città di Trieste)	98,90
Id. 5 % (Beni Esteri)	96,90
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° gennaio 1963)	100,525
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1964)	100,725
Id. 5 % (» 1° aprile 1965)	100,75
Id. 5 % (» 1° aprile 1966)	100,975
Id. 5 % (» 1° gennaio 1968)	101,35
Id. 5 % (» 1° aprile 1969)	101,25
Id. 5 % (» 1° gennaio 1970)	102,10
Id. 5 % (» 1° gennaio 1971)	101,925
B. T. Poliennali 5 % (» 1° ottobre 1966)	100,90

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 14 settembre 1962

1 Dollaro USA	620,607
1 Dollaro canadese	576,125
1 Franco svizzero	143,602
1 Corona danese	89,645
1 Corona norvegese	86,792
1 Corona svedese	120,477
1 Fiorino olandese	172,175
1 Franco belga	12,475
1 Franco nuovo (N.F.)	126,655
1 Lira sterlina	1738,50
1 Marco germanico	155,177
1 Scellino austriaco	24,053
1 Escudo port.	21,685

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Avviso di rettifica

Nel decreto del Presidente della Repubblica 20 maggio 1962 « Nomina di membri del Consiglio superiore dei lavori pubblici e variazioni nella composizione del consesso stesso », pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 194 del 2 agosto 1962, alla pag. 3144 — art. 2 — ove è detto « . . . è assegnato alla 4ª Sezione di detto Consesso . . . » leggasi: « . . . è assegnato alla 6ª Sezione di detto Consesso . . . ».

(5245)

COMMISSARIATO DEL GOVERNO NELLA REGIONE TRENTINO-ALTO ADIGE

Ripristino di cognome nella forma tedesca

IL VICE COMMISSARIO

Visto l'art. 2 del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, numero 17, ed il decreto ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del citato regio decreto-legge n. 17;

Visto il decreto del Prefetto di Bolzano del 22 giugno 1936, n. 2876-R-Gab., con cui al sig. Pramstaller Giuseppe nato a Chienes il 9 marzo 1870, venne accordata la riduzione del cognome nella forma italiana di Prestalli;

Vista la domanda di restituzione del cognome nella forma tedesca presentata in data 17 maggio 1962 dalla signora Prestalli Maria, figlia del predetto, in atto residente a Götzens n. 86, presso Innsbruck;

Ritenuto che le ragioni addotte dalla richiedente sono attendibili e tali da giustificare l'adozione di un provvedimento di revoca del decreto suaccennato;

Vista la lettera della Presidenza del Consiglio dei Ministri in data 20 aprile 1946, n. 67602/38435/19;

Visto l'art. 76 dello Statuto speciale per la Regione Trentino-Alto Adige, approvato con legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 5;

Visto il decreto n. 12978-Gab. del 20 ottobre 1956, con cui il Commissario del Governo delega al Vice Commissario le proprie attribuzioni per la provincia di Bolzano;

Decreta:

Il decreto del Prefetto di Bolzano del 22 giugno 1936, numero 2876-R-Gab., è revocato a decorrere dalla data del presente decreto, limitatamente alle sottoindicate persone.

Per effetto di tale revoca il cognome della signora Prestalli Maria, nata a Naz Sciavez l'8 dicembre 1914 e la di lei figlia Prestalli Paola nata a Birgitz (Austria) il 14 maggio 1943, viene ripristinato nella forma tedesca di Pramstaller.

Il Consolato generale d'Italia in Innsbruck, provvederà alla notifica del presente decreto all'interessata a termini del paragrafo VI, comma terzo, delle istruzioni ministeriali anzidette e curerà tutti gli altri adempimenti demandatigli dai paragrafi IV e V delle istruzioni medesime.

Bolzano, addì 4 settembre 1962

Il Vice Commissario del Governo: PUGLISI

(5231)

CONCORSI ED ESAMI

UFFICIO VETERINARIO PROVINCIALE DI L'AQUILA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di L'Aquila.

IL VETERINARIO PROVINCIALE

Premesso che:

con decreto prefettizio 21 maggio 1958, veniva approvata la graduatoria del concorso per i posti di veterinario condotto di Avezzano e Tagliacozzo;

con decisione n. 549 del 31 ottobre 1961 il Consiglio di Stato, a seguito del ricorso prodotto dal dott. Florindo Ciopani, annullava il decreto prefettizio sopracitato e, in parte, gli atti del concorso;

Ritenuto di dover costituire la Commissione giudicatrice del concorso al fine di dare esecuzione alla decisione del Consiglio di Stato;

Viste le segnalazioni pervenute dai Comuni interessati e dall'Ordine dei medici veterinari della provincia di L'Aquila;

Visto l'art. 47 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto l'art. 13 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Vista la legge 13 marzo 1950, n. 296;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso citato in narrativa è così composta:

Presidente:

Fusco avv. Gaetano, vice prefetto.

Membri:

Comotti dott. Giuseppe, ispettore generale veterinario;

Bianchi dott. prof. Carlo, docente in clinica medica veterinaria;

Caporali dott. prof. Giuseppe, docente in patologia generale;

Alesii dott. Alpinolo, veterinario condotto.

Espleterà le funzioni di segretario il dott. Franco Franceschini, consigliere di 1ª classe dell'Amministrazione civile dell'interno.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Foglio annunzi legali della provincia di L'Aquila, nonchè affisso all'albo dei Comuni interessati e dell'Ufficio del veterinario provinciale.

L'Aquila, addì 1° settembre 1962

Il Veterinario provinciale

(5232)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI LECCE

Graduatoria generale del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Lecce

IL MEDICO PROVINCIALE

Visti i poprri decreti n. 06040 in data 10 marzo e 4 aprile 1962, con i quali è stato bandito pubblico concorso per titoli ed esami per il conferimento di sei posti di ostetrica condotta, vacanti in provincia di Lecce al 30 novembre 1961;

Visto il proprio decreto n. 03847 in data 19 giugno 1962, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso;

Visti i verbali della Commissione anzidetta, nonchè la graduatoria formulata dalla Commissione stessa;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, che approva il regolamento dei concorsi a posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria delle concorrenti che hanno conseguita l'idoneità nel concorso di cui alle premesse:

1. Martellotti Sebastiana . . . punti 59,87 su 100
2. De Giovanni Luigia Maria . . . » 59,65 »
3. Casciaro Lucia . . . . . . » 56,60 »
4. Merico Addolorata . . . . . » 55,36 »
5. Grassi Emilia . . . . » 55,13 »
6. Vergari Cesira . . . . . . » 54,67 »
7. Sansò Matilde . . . . . . » 54,02 »
8. Lubelli Paolina . . . . . . » 52,54 »
9. De Lorenzo Addolorata . . . . » 52,18 »
10. Bono Maria . . . . » 52,13 »
11. Schiattino Marina . . . . . . » 51,71 »
12. Guglielmo Lucia . . . . . . » 51,68 »
13. Preite Lucia Addolorata . . . . » 49,83 »
14. Negro Jolanda . . . . . . » 49,01 »
15. Preite Maria . . . . » 48,82 »
16. Alemanno Giovanna . . . . . » 48,51 »
17. Grassi Addolorata . . . . . » 48,48 »
18. Del Coco Maria . . . . . . » 48,43 »
19. Rossetti Maria . . . . . . » 48,41 »
20. Ginocchio Rita Lucia . . . . . » 48,26 »
21. Donno Rita . . . . » 47,50 »
22. Arachi Addolorata . . . . . » 46,73 »
23. Aloisi Carmela . . . . . . » 45,54 »
24. Stacciolo Erina . . . . . . » 44,83 »
25. Vergari Romilda . . . . . . » 44,45 »
26. Coppola Carmelina . . . . . » 43,20 »
27. D'Errico Biagina . . . . . . » 43,18 »
28. Marsina Giuliana . . . . . . » 43 — »
29. Anastasia Adele . . . . . . » 42,77 »
30. Surano Cristina . . . . . . » 41,71 »
31. Ancora Cristina . . . . . . » 41,34 »
32. Selenati Maria . . . . . . » 40,68 »
33. Pellegrino Franca . . . . . » 40,42 »
34. Bisanti Marcellina . . . . . » 40,33 »
35. Urso Antonia . . . . » 39,33 »
36. Sebaste Adriana . . . . . . » 39,09 »
37. Turlizzi Abbondanza . . . . . » 38,28 »
38. Cacciatore Michelina . . . . . » 37,43 »

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, pubblicato nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio dell'Ufficio del medico provinciale di Lecce e dei Comuni interessati.

Lecce, addì 1° settembre 1962

Il medico provinciale: MAGLIARI

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto di pari numero e data, con il quale è stata approvata la graduatoria di merito del concorso per il conferimento di sei posti di ostetrica condotta, vacanti in provincia di Lecce al 30 novembre 1961;

Viste le preferenze per le varie sedi indicate dalle candidate risultate idonee;

Visto il regolamento dei concorsi di sanitari condotti addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

Le sottoindicate candidate sono dichiarate vincitrici delle condotte ostetriche a fianco di ciascuna indicate:

1) Martellotti Sebastiana: Salice Salentino (2ª condotta);
2) De Giovanni Luigia Maria: Corigliano d'Otranto;
3) Casciaro Lucia: Muro Leccese;
4) Merico Addolorata: Castrignano dei Greci;
5) Grassi Emilia: Aradeo;
6) Vergari Cesira: Andrano.

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, pubblicato nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio dell'Ufficio del medico provinciale di Lecce e dei Comuni interessati.

Lecce, addì 1° settembre 1962

Il medico provinciale: MAGLIARI

(5256)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI ASTI

Variante alla graduatoria delle vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Asti.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 1767 san. del 26 luglio 1962, con cui all'ostetrica Bellora Antonia, veniva assegnata la condotta consorziale Belveglio-Cortiglione;

Visto che la suindicata ostetrica non ha assunto servizio nei termini stabiliti nella deliberazione n. 2 del 9 agosto 1962 della assemblea consorziale e, pertanto, deve considerarsi rinunciataria;

Considerato che occorre provvedere alla nomina della concorrente che segue in ordine di graduatoria;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

All'ostetrica Giolito Anna Maria è assegnata la condotta consorziale ostetrica Belveglio-Cortiglione.

Il presente decreto sarà pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questo Ufficio e dei Comuni interessati, nonchè nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Foglio annunzi legali della Prefettura.

Asti addì 3 settembre 1962

Il medico provinciale: CERRITO

(5235)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI PARMA

Varianti alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Parma

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto 5 aprile 1962 pari numero, con il quale è stato designato il vincitore per la nomina a medico condotto della condotta medica di Pione del comune di Bardi;

Considerato che i candidati dott. Luigi Zilioli, dott. Virginia Ruggerini, dott. Aurelio Rossi, dott. Carmelo Vaccarella, devono ritenersi rinunciatari alla nomina di titolare della predetta condotta;

Visto il combinato disposto degli articoli 56 e 26 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, nonchè l'art. 12 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

Il dott. Mario Carbognani è designato a ricoprire la condotta medica di Pione del comune di Bardi.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi agli albi pretori della Prefettura, del medico provinciale e del Comune interessato.

Parma, addì 21 agosto 1962

Il medico provinciale: MINISSALE

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto 5 aprile 1962 pari numero, con il quale è stato designato il vincitore per la nomina a medico condotto della condotta medica del comune di Valmozzola;

Considerato che i candidati dott. Luigi Zilioli, dott. Virginia Ruggerini, dott. Aurelio Rossi, dott. Carmelo Vaccarella, dott. Giovanni Tola, devono ritenersi rinunciatari alla nomina di titolare della predetta condotta;

Visto il combinato disposto degli articoli 56 e 26 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, nonchè l'art. 12 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

Il dott. Gianfranco Alberti è designato a ricoprire la condotta medica del comune di Valmozzola.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi agli albi pretori della Prefettura, del medico provinciale e del Comune interessato.

Parma, addì 21 agosto 1962

Il medico provinciale: MINISSALE

(5157)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI REGGIO CALABRIA

Sostituzione del segretario della Commissione giudicatrice del concorso a posti di ufficiale sanitario vacanti nella provincia di Reggio Calabria.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il decreto prefettizio n. 43746-45565, in data 20 agosto 1957, col quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso a quattro posti di ufficiale sanitario vacanti nella provincia di Reggio Calabria;

Visti i propri decreti n. 1279, in data 29 marzo 1961, e numero 1322, in data 16 febbraio 1962, con cui sono state approntate modifiche alla composizione di detta Commissione;

Considerato che il consigliere dott. Oreste Sciavicco, segretario alla Commissione stessa, è stato trasferito in altra sede, per cui occorre procedere alla sua sostituzione;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, ed il decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

Il dott. Salvatore Fragalà, consigliere di 2ª classe del Ministero della sanità, è nominato segretario della Commissione del concorso di cui in narrativa, in sostituzione del dott. Oreste Sciavicco, trasferito in altra sede.

Reggio Calabria, addì 30 agosto 1962

Il medico provinciale: BROCCIO

(5234)

UMBERTO PETTINARI, *direttore* RAFFAELE SANTI, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.